

## EDITORIAL

### La prise en compte du bien-être animal dans les pays à faibles revenus du Sud: une utopie?

La survenue en début de ce millénaire d'épizooties graves dans les pays développés est pour certaines ONG comme GAIA (Global Action in the Interest of Animals) la résultante d'une politique d'intensification à outrance des productions animales, qui est synonyme d'effets négatifs sur l'environnement et sur les ressources naturelles, de risque pour la santé publique et d'atrocités en terme de souffrances animales. L'épizootie de fièvre aphteuse et la découverte d'un nombre croissant de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en Europe ont également suscité des préoccupations réelles au niveau du commerce international du bétail et des produits d'origine animale et ont nécessité le renforcement des législations existantes et la mise en place de nouvelles. L'Office International des Epizooties (OIE) a élaboré une série de directives claires quant aux restrictions commerciales, aux contrôles internes et aux mesures nécessaires pour empêcher la propagation de la fièvre aphteuse. Ce code zoosanitaire international est complété par «l'accord SPS» de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui contient des règles de procédure pour l'arrêt et l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires (standards SPS).

Dans les pays en développement, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux subordonnent de plus en plus leur financement dans le secteur de l'élevage à la prise en compte du volet bien-être animal. Dans ce cadre, les participants au CIPSAT<sup>1</sup> (promotion 2002-2003) issus de trois continents (Afrique, Amérique latine et Europe) ont mis à profit leur pluridisciplinarité pour mener une réflexion sous forme de questionnement: la prise en compte du bien-être animal dans les pays à faibles revenus du Sud est-elle possible ou utopique?

Sous les tropiques, alors que décideurs, bailleurs de fonds, producteurs, chercheurs, intermédiaires et consommateurs n'arrivent pas encore à s'accorder sur la définition du concept de bien-être animal, force est de constater que la tradition pastorale lui accorde depuis longtemps une place de choix. C'est ainsi qu'elle recommande de protéger l'animal contre tout ce qui pique, tout ce qui mord, tout ce qui griffe et tout ce qui effraie. De là, viennent les feux de bois fumant pendant la nuit (pour éloigner moustiques et prédateurs), la présence du berger au parc durant la nuit pour rassurer les animaux, le choix de l'emplacement de ces parcs et bien d'autres préceptes impossibles à citer tous. Le refus de certaines communautés d'éleveurs d'accepter le financement extérieur pour protéger des parcelles fourragères par des fils de fer barbelés pouvant blesser les animaux montre que le bien-être animal est une réalité dans ce milieu. Pour l'éleveur traditionnel, la notion du bien-être se résume en cinq points: satisfaire les besoins nutritionnels et physiologiques des animaux; leur assurer un abri confortable; éviter les maladies; éviter tout état de stress social et des manipulations stressantes. Il développe alors dans la limite de ses connaissances une science du bien-être animal qui a fait ses preuves.

D'autre part, peut-on affirmer que le pouvoir public et les autres intervenants de la filière prennent suffisamment le bien-être animal en compte et que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes? La réponse est non, bien sûr, et la tâche immense: amélioration des conditions zoosanitaires et de transport; éradication de la maltraitance lors du chargement et déchargement et saignée par étourdissement. Les réponses passent par des campagnes de vaccination, l'intensification de la recherche, le rapprochement des abattoirs le plus près possible des centres de production et l'amélioration des conditions d'hygiène dans ces abattoirs. Mais, il reste clair que les coûts supplémentaires seront supportés par un consommateur qui voit son pouvoir d'achat diminuer graduellement.

La notion de bien-être animal soulève un certain nombre d'interrogations. Ainsi, nombreux sont ceux qui se demandent comment intensifier la recherche sans utiliser des animaux de laboratoire? Ceux-ci leurs apparaissent nécessaires et incontournables pour le développement de nouveaux vaccins et dans le suivi de la qualité des produits, car des vies humaines sont en jeu. Un défi supplémentaire est d'éradiquer les zoonoses devenues endémiques sous les tropiques. Le développement en cours de méthodes alternatives *in vitro* permettrait, néanmoins, de remplacer totalement ou partiellement l'utilisation des animaux d'expérience. Le raffinement de ces méthodes pourra garantir à de meilleures conditions sanitaires et le contrôle de la douleur chez les animaux de laboratoire. C'est l'application du principe de Russel et Rex, dit principe des trois R (Remplacement, Réduction, Raffinement).

Un autre point très délicat est l'aspect philosophique et religieux lié à la relation homme-animal et au sentiment existant que ce dernier est l'inférieur du premier. La Bible, commune aux trois grandes religions monothéistes, a souvent été interprétée dans ce sens, principalement sur base de la Génèse (1, 28): ... et Dieu les bénit et Dieu

<sup>1</sup> Cours International de Production et de Santé Animales Tropicales de l'Institut de Médecine Tropicale (IMT).

leur dit: «Fructifiez, multipliez, emplissez la terre et soumettez la, et maîtrisez les poissons de la mer et les volatiles des cieux et tout vivant qui se meut sur la terre». Ceci a induit les interdits alimentaires et les abattages selon le rite propre à certaines religions. Par ailleurs, le paradigme d'«animal-machine» théorisé par Descartes au XVII<sup>e</sup> siècle a prévalu en Occident loin dans le XX<sup>e</sup> siècle. Progressivement, la notion de «communauté de ceux qui souffrent» a été introduite et est à la base de tous les mouvements actuels prônant le bien-être animal. Mais, comme dit plus haut, cette notion de bien-être a continué à exister parmi les populations traditionnelles d'Afrique et d'ailleurs, où le contact avec l'animal est resté plus «pur», allant parfois jusqu'à une symbiose ou une identification importante.

Néanmoins, la prise de conscience en matière du bien-être animal fait craindre à certains que ceci supprime les intérêts vitaux des populations des pays tropicaux. L'inquiétude provient aussi du fait que la confusion entre le bien-être des animaux de compagnie (surtout importants dans les pays à hauts revenus du Nord) et celui des animaux d'élevage risque d'hypothéquer la rentabilité de cette dernière activité et d'autres activités socio-économiques connexes qui ont jusqu'à présent assuré la sécurité alimentaire de l'homme. Ces appréhensions semblent partagées par les consommateurs, bouchers et éleveurs dans le Sud, qui estiment que le renchérissement inévitable du coût de la viande par l'application de certaines règles sur le transport des animaux, pourrait aggraver le problème de déficit en protéines pour les populations déjà handicapées par un faible pouvoir d'achat. Appliquée au convoyage à pieds nécessairement stressant pour des animaux destinés à l'abattage, une réglementation basée sur les normes internationales actuelles risque de produire des conséquences indirectes, inattendues et fâcheuses.

Nous sommes cependant d'avis que la notion de bien-être animal appliquée de façon adaptée ne peut que leur être profitable. En effet, un animal en bonne santé, bien entretenu dans un environnement convenable ne peut que bien produire. S'il est, en plus, convenablement transporté vers les abattoirs, sa viande sera de bonne qualité et les consommateurs ruraux et urbains bénéficieront des produits de haute valeur organoleptique. L'introduction de mesures liées au bien-être animal stimulera théoriquement également les exportations et aidera le secteur à conquérir des parts de marché.

En conclusion, nous pensons que l'acceptation de la prise en compte de cette «nouvelle» notion ne pourra être un succès que si l'on tient compte de la spécificité du milieu rural des pays tropicaux et des avis et, surtout, du savoir-faire traditionnel des éleveurs et des bouchers. L'application des nouvelles mesures devra être progressive. Nous demandons donc aux bailleurs de fonds d'être conscients de la réalité du terrain et de ses nuances et d'en tenir compte dans le financement du secteur de telle façon à donner du temps à l'intégration du concept dans les mœurs. Chacun d'entre nous, mettra, dans son pays d'origine, ses connaissances au service d'une réflexion locale à cette intégration.

Promotion CIPSAT 2002-2003